

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 2 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) Elle se rebelle
- 2) Des nouveaux espaces
- 3) Souvenez-vous
- 4) Un suicide politique...
- 5) Aucun esprit d'équipe !
- 6) Je pars...
- 7) Eux aussi



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La fédération PS du Pas-de-Calais se rebelle contre Solférino



La 2e de France a décidé à l'unanimité de s'affranchir de la rue de Solférino après la cuisante défaite des municipales.

Source AFP

La fédération PS du Pas-de-Calais s'est rebellée contre la direction du parti en décidant, lundi soir, "à l'unanimité", de s'affranchir de la tutelle imposée par Solférino depuis juin 2012, un "acte de défi" après la sévère défaite du parti aux municipales. Le conseil fédéral, réuni à Arras, "a voté à l'unanimité son émancipation" de la tutelle nationale, "sans demander la permission" à Solférino, a indiqué mardi à l'AFP Vincent Léna, un des quatre dirigeants de la fédération, la 2e de France avec 9 000 militants.

Si cet "acte de défi" n'a "aucun lien" avec la nomination de Manuel Valls au poste de Premier ministre, a assuré M. Léna, elle intervient à un mauvais moment pour le PS, déchiré entre une aile gauche surprise par le choix de François Hollande et les partisans de M. Valls. Après "la claque des municipales (...), on a vu que le parti risquait d'être un peu dans la tourmente (aux européennes), on a décidé de prendre les devants et de mener une campagne autonome", a expliqué M. Léna.

"Les mauvais résultats du PS dans le Pas-de-Calais" - notamment la prise d'Hénin-Beaumont par le candidat du Front national (FN) Steeve Briois, dès le premier tour et la progression de la formation d'extrême droite dans le département - ont été "amplifiés par l'absence de décision parisienne", a estimé le député socialiste et conseiller municipal de Wingles Nicolas Bays. "Depuis la mise sous tutelle, on a réclamé un permanent national, une présence des responsables parisiens pour accompagner la tutelle, on n'a pas eu ces moyens. (...) La fédération n'a pas pu agir pour la campagne électorale", a-t-il ajouté. "Aujourd'hui, on est dans un vide absolu avec une colère qui a explosé hier (lundi) soir. (...) Ce n'est pas une révolte contre le parti, pas du tout, c'est une révolte contre une tutelle qui n'est que fictive", a renchéri la députée PS Brigitte Bourguignon, conseillère municipale de Marquise, qui a basculé à droite dimanche.

Une tutelle "humiliante, inutile et contre-productive"

Le bureau national du Parti socialiste avait décidé, le 26 juin 2012, une mise sous tutelle partielle de la fédération du Pas-de-Calais, où il avait été constaté des dysfonctionnements, mais pas de "système de corruption" bénéficiant au PS, selon la commission d'enquête du parti.

Un an plus tard, le parquet de Lille avait ouvert une information judiciaire contre X sur des faits de corruption présumée au sein de la fédération, à la suite de dénonciations de l'ancien maire d'Hénin-Beaumont Gérard Dalongeville. "On est une nouvelle génération, on a besoin de reconstruire l'avenir et on est sans cesse renvoyés à un passé dont on n'est absolument pas coupables", a déploré Vincent Léna, pour qui la tutelle "était devenue humiliante, mais aussi inutile et contre-productive" sur le terrain auprès des militants.

Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, avait "laissé entendre" que la tutelle serait levée "dès septembre" 2013 lors de l'université d'été du parti de La Rochelle, mais "de façon tout à fait incompréhensible, il n'a plus évoqué de perspective de levée de tutelle" lors d'un déplacement à Wingles le 21 septembre, selon M. Léna. "Le PS est devenu ce qu'il est devenu car François Hollande, quand il était premier secrétaire, a laissé faire pour s'assurer le poste sur le long terme. Quand Martine Aubry est arrivée, elle a mis fin à un certain nombre de pratiques, dans des départements comme les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais et l'Hérault. Harlem Désir a laissé les choses en état", a commenté un proche de Mme Aubry, sous le couvert de l'anonymat.

La fédération PS des Bouches-du-Rhône, minée depuis plusieurs années par les affaires et les rivalités internes, avait également été mise sous tutelle en mars 2013, dans l'optique des municipales. Plusieurs ténors, dont Patrick Menucci, ont demandé récemment la levée de cette tutelle. Les militants de la fédération du Pas-de-Calais devraient choisir un premier secrétaire fédéral à l'issue des européennes, a indiqué M.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Valls à Matignon : de nouveaux espaces pour «l'opposition de gauche» ?

Dominique ALBERTINI



Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon à Paris en septembre 2013. (Photo Patrick Kovarik.AFP)

Très remontée vis-à-vis du nouveau Premier ministre, la gauche de la gauche espère rallier les mécontents dans la rue le 12 avril – et pourquoi pas s'entendre avec les écologistes, si ceux-ci quittent l'exécutif.

François Hollande pouvait-il s'attendre à autre chose ? Avant même son installation officielle, Manuel Valls fait déjà figure d'épouvantail pour la gauche de la gauche. Réunis mardi matin pour une conférence de presse sur le parvis de l'Hôtel-Dieu, hôpital parisien en lutte contre la fermeture de son service d'urgences, Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent et Olivier Besancenot ont vu dans cette nomination une «trahison» de la part du chef de l'Etat. Tout en spéculant sur un éventuel ralliement des écologistes à «l'opposition de gauche».

«Manuel Valls, c'est le meilleur représentant du social-libéralisme au sein du PS, juge le mélenchoniste Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche. Il est là pour continuer le boulot, c'est-à-dire la politique de l'offre. Du même coup, il va continuer la débâcle de son parti.» Pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, «Hollande a tourné le dos à la gauche, à la majorité qui l'a porté au pouvoir. C'est un choix très grave, il utilise les pouvoirs – trop importants – du Président pour faire un coup de force contre sa majorité. Il n'est pas du tout

certain que celle-ci accorde la confiance au nouveau gouvernement».

Alimentée par la méfiance des écologistes et les exigences de certains socialistes, cette hypothèse est aussi celle retenue par Jean-Luc Mélenchon: «Hollande est dans l'impasse. Si Valls n'obtient pas la confiance, c'est une crise de régime.» Pour le leader du Parti de gauche, «avec cette nomination, Hollande est dans la caricature de lui-même. C'est le liquidateur de la gauche, il a tout fait exploser : son parti, la majorité qui l'a élu, le front syndical... Il crée les conditions d'un blairisme à la française.»

Déjà une première manif contre Valls le 12 avril ?

Dans ces conditions, le nouveau Premier ministre pourrait être la tête de Turc de la manifestation anti-austérité du 12 avril. Prévue depuis février, celle-ci rassemblera plusieurs syndicats et organisations politiques, dont la CGT, le PCF, le Parti de gauche et le NPA. «Le nom de Valls a un sens politique et culturel pour ceux qui sont à gauche», a insisté le porte-parole de ce dernier, Olivier Besancenot. Donc un potentiel mobilisateur pour l'opposition de gauche ? On vérifiera le 12 si le nouveau Premier ministre, plus clivant que son prédécesseur, peut permettre à celle-ci de renforcer son audience.

D'ici-là, on en saura déjà plus sur l'attitude des écologistes à l'égard du nouveau gouvernement. Depuis les élections municipales et le succès de leur liste commune à Grenoble, le Parti de gauche multiplie les clins d'œil à l'égard d'EE-LV – dans l'idée de constituer une «majorité alternative» rouge/verte. «J'espère et je pense qu'EE-LV va quitter le gouvernement, confie Eric Coquerel. Nos signaux envers eux vont être encore plus clairs. Il faut refaire Grenoble, à une échelle beaucoup plus vaste. Pour Jean-Luc Mélenchon, «Hollande a toujours utilisé le chantage – en appelant au vote utile, en faisant monter le FN... Là, il a sans doute mis la barre trop haut pour les écologistes. Il arrivera peut-être à grapiller quelques individualités, mais au-delà...» Pour le savoir, rendez-vous samedi et dimanche pour un conseil fédéral d'EE-LV à fort enjeu.

Dominique ALBERTINI

liberation.fr

III) Quand Martine Aubry demandait à Valls de quitter le PS



Par Le Nouvel Observateur

Pendant l'été 2009, Manuel Valls l'ambitieux voulait refonder le PS et en changer le nom, jugeant le mot socialisme "sans doute dépassé". Un mois de vacances sous tension.



Martine Aubry avait lancé un ultimatum à Manuel Valls après ses propos sur le PS en 2009. DUPUY FLORENT/SIPA

C'était il y a cinq ans et c'était déjà dans un contexte de débâcle. Le PS vient de chuter lourdement aux élections européennes du 7 juin 2009 (seulement 16% des voix) et Manuel Valls, qui place ses pions en vue de la primaire de 2011, crée l'esclandre par une interview publiée dans "Sud-Ouest Dimanche".

Il faut transformer de fond en comble le fonctionnement du PS, nous dépasser, tout changer : le nom, parce que le mot socialisme est sans doute dépassé ; il renvoie à des conceptions du XIXe siècle."

Dans la même interview, celui qui est encore député-maire d'Evry en profite pour se dire prêt à la concourir à présidentielle de 2012. Il se déclare favorable à l'ouverture d'une "discussion avec le MoDem, le monde de l'entreprise aussi" et estime que le discours de Martine Aubry "n'est pas à la hauteur de l'enjeu".

Un sacrilège pour la première secrétaire de l'époque, qui, le 13 juillet, réhabilite le genre épistolaire en adressant à son "Cher Manuel" une lettre de trois feuillets sur le ton musclé qui la caractérise.

"Tu donnes l'impression d'attendre, voire d'espérer la fin du Parti socialiste", écrit-elle. "Mon cher Manuel, s'il s'agit pour toi de tirer la sonnette d'alarme par rapport à un parti auquel tu tiens, alors tu dois cesser ces propos publics, et apporter en notre sein tes idées et ton engagement. Mais si les propos que tu exprimes reflètent profondément ta pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences, et quitter le PS."

"Ils savent bien qu'ils ne peuvent pas m'exclure"

Manuel Valls tombe de sa chaise. Il y voit le geste d'une direction "en difficulté" après le désastre politique des européennes. Il choisit de répondre sur le même mode, sur le même ton : cinglant. "Ton procès d'intention relève, au mieux, de la désinformation et, au pire, de l'insulte", riposte-t-il. "A la lecture de ta lettre, je ne te cache pas ma profonde inquiétude sur ta conception très datée du parti." Pas question pour lui de quitter le PS, qu'il a intégré à 18 ans. Il écrit :

J'entends bien rester fidèle à mon poste, à ma famille politique et à mes valeurs."

"Ils savent qu'ils ne peuvent pas m'exclure", lâche-t-il. Pour entamer une procédure disciplinaire, le PS doit en effet réunir sa commission des conflits : inimaginable en période de vacances. Les cadres socialistes, embarrassés, enterrent la hache de guerre en évoquant une réaction "excessive" de l'un et de l'autre.

François Hollande adopte alors une ligne de conduite familière sur ses deux futurs adversaires : "Je préfère ne rien dire... ni sur l'un, ni sur l'autre." Cinq ans plus tard, en nommant Manuel Valls à Matignon, il a finalement choisi.

Timothée Vilars – Le Nouvel Observateur

IV) Mélenchon dézingue Valls, "le plus grand commun diviseur de la gauche"



Jean-Luc Mélenchon à Bordeaux, le 24 mars 2013. © Jean-Pierre Muller / AFP

Le coprésident du Parti de gauche estime que François Hollande, avec ce nouveau Premier ministre, répond "à un désastre électoral" par "un suicide politique".

SOURCE AFP

lepoint.fr

Le coprésident du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a qualifié lundi soir Manuel Valls de "plus grand commun diviseur de la gauche", juste après l'annonce de la nomination du ministre de l'Intérieur à Matignon. François Hollande a nommé comme Premier ministre "le plus grand commun diviseur possible de la gauche, Manuel Valls. (...) À un désastre électoral, le chef de l'État répond par un suicide politique" a déclaré M. Mélenchon à la presse. "Le chef de l'État est l'unique responsable du désastre électoral qui a frappé la gauche hier", a assuré Jean-Luc Mélenchon.

Selon le député européen, "son intervention aujourd'hui et sa décision montrent qu'il n'a rien compris au message qui lui a été adressé par le peuple français. Il confirme son alliance préférentielle avec le Medef en replaçant au cœur du futur politique du gouvernement le pacte de responsabilité". Pour le dirigeant du Parti de gauche, Manuel Valls est "ultra-minoritaire dans le mouvement socialiste, minoritaire dans la gauche, et on le verra bientôt, très minoritaire dans le pays".

V) Valls : la presse européenne doute de ce "dur" "dénué d'esprit d'équipe"



En Italie, les journaux comparent Manuel Valls au nouveau président du conseil italien, Matteo Renzi, pour son "attitude directe". (Photo : Reuters)

latribune.fr

L'arrivée de Manuel Valls à Matignon n'a pas manqué d'interroger la presse européenne. Pour la plupart des titres, aucun problème n'a encore été réglé et François Hollande essaie surtout de limiter les dégâts en nommant un "dur" au poste de Premier ministre.

La presse européenne a accueilli lundi soir avec prudence et scepticisme la nomination par le président français François Hollande de Manuel Valls, jusqu'alors ministre de l'Intérieur, en remplacement du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

En Allemagne, premier partenaire économique de la France, la Süddeutsche Zeitung (centre gauche) estime que "les effets (de ce remaniement) ne pourront pas faire long feu" et titre sur l'absence "d'esprit d'équipe" de Manuel Valls. "Les problèmes demeurent: le président doit trouver une stratégie pour ranimer l'économie, redresser les finances, soulager les citoyens et empêcher une fronde au sein de son parti", explique-t-il.

Même son de cloche dans les colonnes du quotidien conservateur Die Welt, pour lequel "le changement du Premier ministre et de deux, trois ou 19 ministres n'aura guère d'importance sur le fond, au mieux une valeur psychologique".

Un "Blairiste" à Matignon

En Grande-Bretagne, le Times (conservateur) titre: "Hollande en difficulté nomme un dur au poste de Premier ministre".

The Guardian (gauche) estime pour sa part que le président "Hollande a peiné pour limiter les dégâts (...) après les élections" et rappelle que Manuel Valls lui-même s'est décrit par le passé comme un "Blairiste".

"L'absence de réaction aurait convaincu les électeurs que le président faisait la sourde oreille" aux demandes d'un changement de gouvernement, commente le quotidien économique The Financial Times.

Un catalan pour un "gouvernement de combat"

Les journaux espagnols mettent pour leur part l'accent sur les origines catalanes du nouveau chef

de gouvernement. "Hollande met un dur à la tête du gouvernement après l'échec électoral", titre El País, de centre gauche, ajoutant:

"Le président réagit à chaud au cataclysme des municipales, nomme Premier ministre l'homme politique d'origine catalane Manuel Valls et promet de baisser les impôts pour les salariés."

"Valls, un Espagnol pour un gouvernement de combat", souligne l'autre grand journal espagnol, El Mundo (centre-droit), qui fait aussi de la nomination de Manuel Valls, né à Barcelone, le premier titre de son édition en ligne lundi soir.

Le grand quotidien catalan, La Vanguardia, met lui aussi en avant ses origines catalanes et le décrit comme "un Premier ministre de Barcelone, supporteur du Barça et qui parle catalan".

Un socialiste de droite dans un gouvernement de "cohabitation"

En Italie, le quotidien des milieux économiques, Il Sole 24 Ore, présente Manuel Valls comme "le socialiste qui fait un carton chez les électeurs de droite".

"Durant ces deux dernières années, il s'est fait une réputation de dur, il ne plait pas à l'extrême gauche qui a souvent demandé sa tête."

La Stampa, le quotidien de Turin (nord), estime qu'il s'agit là "d'un choix hasardeux, que d'aucuns qualifient déjà de "cohabitation" entre le président et son Premier ministre, tant les deux hommes semblent différents et incompatibles".

La Repubblica préfère le présenter comme un "homme qui suscite des passions fortes, d'amour comme de haine, et que de nombreux commentateurs comparent à Matteo Renzi (le président du conseil italien) pour son attitude directe".

latribune.fr

VI) Valls à Matignon : Jean-Marc Ayrault est parti

J.R., C.M. et S.Ld

leparisien.fr



Matignon, Paris, 15 heures. Manuel Valls remplace Jean-Marc Ayrault à Matignon | (AFP/PATRICK KOVARIK)

Exit Jean-Marc Ayrault, place à Manuel Valls. Moins de 24 heures après l'annonce des résultats catastrophiques pour la gauche aux élections municipales, François Hollande a propulsé lundi le populaire ex-ministre de l'Intérieur à Matignon.

La passation de pouvoir s'est déroulée à 15 heures ce mardi après-midi.

Après s'être entretenu en privé pendant une vingtaine de minutes, les deux hommes ont prononcé l'un après l'autre un discours dans la cour de Matignon, avant que Jean-Marc Ayrault ne parte en voiture avec son épouse.

A charge désormais pour Manuel Valls, pilier de l'aile droite du PS, de former un «gouvernement de combat». Sa composition sera annoncée mercredi matin, le premier Conseil des ministres aura lieu jeudi.

Promis, le président de la République a «entendu» le message envoyé dans les urnes. Lors de son allocution télévisée lundi soir, François Hollande a dévoilé les grandes lignes de la feuille de route du nouveau Premier ministre : baisse d'impôts d'ici 2017, allègement des cotisations sociales payées par les salariés, le tout dans un «pacte de solidarité» placé à côté du «pacte de responsabilité» des entreprises.

Emmanuelli n'est pas sûr de voter la confiance à Valls

Le député Henri Emmanuelli, figure de l'aile gauche du PS, envisage de ne pas voter la confiance au nouveau Premier ministre. "A ce stade, j'ai prévenu le chef de l'Etat que mon vote pour la confiance n'était pas acquis", déclare-t-il sur BFMTV et RMC. "La bonne réponse [aux municipales], ce n'est pas un coup de barre à droite".

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Le bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts s'oppose à une participation au gouvernement de Manuel Valls

Les grandes manœuvres ont commencé pour la composition du gouvernement de Manuel Valls, équipe resserrée d'une quinzaine de ministres.



Poignée de mains entre Manuel Valls, nouveau Premier ministre, et Jean-Marc Ayrault, sur le perron de Matignon, le 1er avril 2014. (PATRICK KOVARIK / AFP)

francetv
info

Par Francetv info

Passation de pouvoir à Matignon. Jean-Marc Ayrault laisse la place à son successeur, Manuel Valls, mardi 1er avril à Matignon. Le nouveau Premier ministre est chargé de former un gouvernement déjà boycotté par les ministres écologistes du Logement et du Développement, Cécile Duflot et Pascal Canfin.

- Les écologistes refusent de participer au gouvernement de Manuel Valls.
- La passation de pouvoirs entre Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls à Matignon a eu lieu mardi, à 15 heures. Dans la matinée, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a été reçu par Manuel Valls au ministère de l'Intérieur.
- Cécile Duflot et Pascal Canfin ont annoncé leur refus de rester au gouvernement, rendant hypothétique la présence d'EELV dans la nouvelle

équipe. Manuel Valls a cependant rencontré dans la matinée une délégation écologiste.

- Côté calendrier, l'annonce du nouveau gouvernement devrait intervenir mercredi dans la matinée, indique de son côté Le Monde. Selon les informations de France 2, 18 ministres le composeraient. Quant au premier Conseil des ministres de l'ère Valls, il aura lieu jeudi dans l'après-midi.

A lire Aussi

Les députés EELV veulent que les écologistes participent au gouvernement Valls
Le Front de gauche ne votera pas la confiance au gouvernement Valls
Qui sort, qui est pressenti ? Tractations et rumeurs à la veille du remaniement

A Suivre...
La Presse en Revue